

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA SOIXANTE-DIXIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 18 mars 1980, à 12 h 15.

Président : M. Yu Pei-Wen (Chine)

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. A. SALAH-BEY M. A. BENYAMINA
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. G. PFEIFFER M. H. MÜLLER M. B. MÜTZELBURG M. F. BOMSDORF
<u>Argentine</u> :	M. A. DUMONT M. R.C. FERNANDEZ
<u>Australie</u> :	M. A. BEHM
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINX M. J-M NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U NGWE WIN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. DE SOUZA E SILVA M. P. BORIO
<u>Bulgarie</u> :	M. I. SOTIROV M. P. POPTCHEV
<u>Canada</u> :	M. J.T. SIMARD
<u>Chine</u> :	M. YU PEI-WEN M. YANG HU-SHAN M. LUO REN-SHI M. PAN ZHEN-QIANG Mme GE YU-YUN
<u>Cuba</u> :	M. L. SOLA VILA
<u>Egypte</u> :	M. O. EL-SHAFEI M. M. EL-BARADEI M. N. FAHMY

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)Etats-Unis d'Amérique :

M. C. FLOWERREE  
M. A. AKALOVSKY  
M. J. CALVERT  
M. M. DALEY  
M. M. SANCHES  
M. T. BARTHELEMY  
M. S. FITZGERALD

Ethiopie :France :

M. F. DE LA GORCE  
M. J. DE BEAUSSE  
M. M. COUTHURES

Hongrie :

M. I. KÖMIVES  
M. C. GYÖRFFY

Inde :

M. C.R. GHAREKHAN

Indonésie :

M. M. SIDIK  
M. D.B. SULEMAN  
M. HARYOMATARAM  
M. H.M.U. SILABAN

Iran :

M. D. AMERI

Italie :

M. V. CORDERO DI MONTEZEMOLO  
M. M. MORENO  
M. C. FRATESCHI  
M. F. DE LUCA

Japon :

M. Y. OKAWA  
M. T. NONOYAMA  
M. R. ISHII  
M. K. MIYATA

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI
<u>Maroc</u> :	M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCÍA ROBLES Mlle L.M. GARCÍA
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG
<u>Nigéria</u> :	M. T.O. OLUMOKO
<u>Pakistan</u> :	M. M. AKRAM
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. AURICH MONTERO
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. H. PAĆ M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. M. GRACZYNSKI M. KAULFUSS
<u>Roumanie</u> :	M. C. ENE M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. N.H. MARSHALL
<u>Sri Lanka</u> :	M. I.B. FONSEKA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. L. NORBERG M. J. LUNDIN

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)Tchécoslovaquie :M. P. LUKES<sup>V</sup>

M. V. ROHAL-ILKIV

Union des Républiques socialistes  
soviétiques :

M. Y.K. NAZARKINE

M. B.P. PROKOFIEV

M. V.M. GANJA

M. V.I. OUSTINOV

M. A.I. TIOURENKOV

M. Y.P. KLIIOUKINE

Venezuela :

M. A.R. TAYLHARDAT

Yougoslavie :

M. D. DJOKIĆ

Zaïre :

M. KALONJI TSHIKALA KAKWAKA

Secrétaire du Comité du désarmement  
et Représentant personnel du  
Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Le PRESIDENT (Chino) (A parlé en chinois; traduit de l'anglais) : Le Comité commence aujourd'hui l'examen du point 6 : "Programme détaillé de désarmement".

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : La question que nous allons aborder aujourd'hui conformément à notre programme de travail, et qui concerne le Programme détaillé, ou global, de désarmement est, de l'avis de ma délégation, l'une des plus importantes, par les effets qu'elle pourrait avoir à long terme, mais c'est aussi l'un des points de l'ordre du jour du Comité de désarmement qui ouvrent à l'organe de négociation les perspectives les plus favorables pour mener à bien la tâche que l'Assemblée générale lui a confiée en la matière.

Pour mesurer l'importance potentielle de cette question, il suffit de se rappeler ce qui a été dit à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, à savoir que le programme devrait comprendre "toutes les mesures jugées souhaitables pour permettre la réalisation de l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, dans un monde où règnent la paix et la sécurité internationales et où le nouvel ordre économique international s'affirme et se consolide".

Si, comme l'ont recommandé la Commission du désarmement et l'Assemblée générale, on arrive à établir le programme à temps pour le soumettre à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, il est fort probable, qu'en raison précisément de son caractère global, ce programme constitue le document principal qui servira de base aux délibérations de l'Assemblée.

Quant aux perspectives que j'ai qualifiées de favorables, il me semble qu'elles sont évidentes pour quiconque connaît, ne fût-ce que superficiellement, les antécédents de la question. Depuis dix ans que l'Assemblée générale a, par sa résolution 2602 E (XXIV) du 16 décembre 1969, déclaré la décennie commençant en 1970 Décennie du désarmement, cette question a fait l'objet d'examens et d'études approfondis tant à la Conférence du Comité du désarmement qu'à la Première Commission de l'Assemblée générale et il existe en la matière une documentation très abondante dont la plus grande partie a été récapitulée et présentée sous forme de tableaux par le secrétariat en 1978 en vue de la création, par la CCD, d'un groupe de travail spécial, qui n'a pu parvenir à remplir son mandat.

(M. García Robles, Mexique)

Le nouveau groupe spécial que vient de créer le Comité du désarmement disposera en outre - et ce sera sans aucun doute le principal facteur positif dans sa tâche - de deux documents fondamentaux qui ont l'un et l'autre été approuvés par consensus tout récemment : en 1978, le Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et, en 1979, les Eléments d'un programme global de désarmement élaborés par la Commission du désarmement, que l'Assemblée générale a faits siens et a transmis au Comité en les lui recommandant.

Ces documents sont en effet extrêmement riches en matériaux que le groupe de travail devra nécessairement utiliser pour préparer le programme global car il s'agit de principes, d'objectifs et de priorités, de mesures concrètes de désarmement et de mesures collatérales de toute nature applicables à court ou à long terme, de procédures et de mécanismes pour l'exécution et la vérification des mesures convenues, et enfin de la définition des diverses étapes que le programme doit comprendre.

Je n'entends pas analyser ici les deux documents auxquels j'ai fait allusion : le Document final de l'Assemblée et les Eléments d'un programme recommandés par la Commission du désarmement, car je ne voudrais pas m'ingérer dans ce qui constitue le champ d'action légitime du groupe de travail spécial. Je tiens pourtant à signaler, indépendamment du caractère global du programme que j'ai déjà mentionné, certains points dont il paraît essentiel de tenir compte dans ce programme, étant donné les dispositions du Document final :

L'objectif ultime de tous les efforts déployés dans le domaine du désarmement ne doit pas cesser d'être le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Les négociations sur le désarmement général et complet devront avoir lieu simultanément avec les négociations sur les mesures partielles de désarmement.

Les armes nucléaires constituent le plus grand danger pour la survie de l'humanité. Il faut donc donner la priorité aux mesures visant à arrêter et renverser la course aux armements nucléaires sous tous ses aspects, jusqu'à l'élimination complète de ces armements.

Il est essentiel que les mesures de désarmement soient adoptées "de façon équitable et équilibrée" sous une forme propre à garantir la sécurité de tous les Etats en réduisant progressivement les niveaux d'armement, tant sur le plan de la qualité que sur celui de la quantité, et que l'on ne laisse aucun Etat ou groupe d'Etats s'assurer des avantages sur d'autres à une étape quelconque du processus de désarmement.

(M. García Robles, Mexique)

Tous les peuples du monde ont un intérêt vital à ce que les négociations sur le désarmement soient couronnées de succès. Il est donc indispensable que l'Assemblée générale soit pleinement informée de toutes les mesures prises en ce domaine, qu'elles soient unilatérales, bilatérales, régionales ou multilatérales, sans préjudice des progrès de la négociation. Le programme devra donc prévoir des procédures appropriées pour atteindre ces objectifs, et aussi pour favoriser la diffusion de l'information, afin de mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur du désarmement.

Enfin, conformément à l'idée proposée dès 1977 par la délégation mexicaine, dans son document de travail, "Avant-projet de programme détaillé de désarmement" (CCD/545) présenté à la CCD, il me paraît opportun d'insister sur la nécessité que les deux superpuissances nucléaires soumettent chacune au Groupe spécial, dès que ce dernier commencera ses travaux, des documents de travail définissant leur position quant aux mesures proposées par elles et aux étapes qu'elles sont prêtes à franchir pour progresser vers l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Il serait bon d'éviter dans ces documents les déclarations abstraites et de s'en tenir à la méthode des exposés concrets et détaillés utilisés dans les deux projets soumis respectivement au Comité des 18 puissances sur le désarmement par les Etats-Unis et par l'Union des Républiques socialistes soviétiques en 1962.

Il serait aussi très opportun que les trois autres Etats dotés d'armes nucléaires présentent aussi au Groupe de travail des propositions du même genre, c'est-à-dire des propositions évitant toute rhétorique et portant avant tout sur des faits concrets. La France et le Royaume-Uni pourraient par exemple penser à mettre à jour le programme présenté par leurs soins le 11 juin 1954 au sous-comité de la Commission du désarmement connu sous le nom de "Sous-Comité des cinq puissances". Ce programme, on s'en souviendra, contribua puissamment à ce que les négociations du sous-comité parviennent en 1955 à l'un des moments les plus prometteurs de l'histoire du désarmement, bien que cette promesse ait malheureusement bientôt fait place à la déception.

Hier, une fois adoptée la décision tendant à créer quatre groupes de travail spéciaux, je me suis permis d'indiquer les raisons pour lesquelles la création de ces nouveaux organes subsidiaires représente non seulement une augmentation potentielle de l'efficacité du Comité du désarmement mais aussi et inévitablement une augmentation de nos responsabilités. Il convient d'espérer que dans l'exercice des responsabilités confiées au Groupe de travail chargé d'examiner le programme



(M. García Robles, Mexique)

global de désarmement - qui, pour les raisons indiquées au début de la présente intervention, est l'un des groupes de travail les mieux placés pour obtenir des résultats positifs -, ce groupe puisse offrir un exemple encourageant aux autres groupes de travail déjà créés, comme à ceux qui pourraient l'être à l'avenir.

M. FLOWERREE (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Ma déclaration d'aujourd'hui porte sur la question des armes chimiques. Pour commencer, je tiens à réaffirmer l'engagement de mon gouvernement de poursuivre l'objectif d'un traité multilatéral d'interdiction des armes chimiques. Cet engagement apparaît d'une façon manifeste tant dans les négociations bilatérales en cours entre les Etats-Unis et l'URSS que dans le changement de la politique des Etats-Unis, qui permet à ma délégation d'accepter la création, au sein du Comité du désarmement, d'un groupe de travail sur les armes chimiques, dont le mandat a été officiellement adopté hier. Bien que ce mandat ne prévoie pas la rédaction du texte d'un traité, il permet au Comité d'entreprendre une tâche utile et nécessaire qui jettera les bases indispensables pour la conclusion d'un traité multilatéral. Mon gouvernement espère que d'autres membres du Comité encourageront et appuieront les efforts déployés par le Groupe de travail dans le cadre de son mandat agréé et, ce faisant, feront ressortir le sérieux avec lequel le Comité lui-même envisage sa tâche et hâteront la réalisation de notre objectif ultime, à savoir la conclusion d'un traité d'interdiction des armes chimiques.

Voici déjà de nombreuses années que la communauté internationale s'efforce de parvenir à une interdiction efficace des armes chimiques; l'effort en ce sens a en fait débuté au siècle dernier. Divers succès ont été remportés notamment l'établissement du Protocole de Genève de 1925, mais il y a eu aussi des revers. Malgré tout, les efforts en vue de débarrasser le monde de la menace de guerre chimique se sont poursuivis et intensifiés. Ils ont été suscités par la conviction des peuples du monde entier que la guerre chimique répugnait à la conscience de l'humanité et que rien ne devrait être négligé pour minimiser le risque d'un recours aux armes chimiques.

L'évolution récente montre bien que l'établissement d'interdiction efficace des armes chimiques risque hélas, de ne pas être une tâche abstraite ou hypothétique. Les membres du Comité savent en effet que l'on a signalé des cas d'utilisation d'armes chimiques en Afghanistan, au Laos et au Kampuchea. La délégation des Etats-Unis d'Amérique à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a récemment exprimé la vive préoccupation que ces rapports inspirent à mon gouvernement et a fait état de certaines des informations qui ont été recueillies à ce sujet. Toute utilisation d'armes chimiques létales ne peut que menacer la

(M. Flowerree, Etats-Unis d'Amérique)

viabilité même du Protocole de Genève et entraver la recherche d'une base solide en vue d'une interdiction complète de ces armes.

Les Etats-Unis voudraient saisir cette occasion pour réaffirmer l'engagement qu'ils ont pris en adhérant au Protocole de Genève de 1925 et lancer un appel à tous les Etats pour qu'ils respectent pleinement ce protocole, non seulement en paroles mais aussi dans les faits. Un pas serait franchi sur la voie de la paix mondiale et de la suppression de la menace de guerre chimique si tous les pays en mesure de le faire utilisaient leur influence pour obtenir que des faits tels que ceux qui ont été signalés et que je viens d'évoquer ne se produisent plus.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'anglais) : Ayant l'honneur d'être le coordinateur du Groupe 21, je voudrais simplement annoncer qu'une réunion du Groupe est fixée pour demain mercredi à 11 heures.

Le PRESIDENT (Chine) (a parlé en chinois; traduit de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autre orateur, je léverai la séance.

La prochaine séance plénière du Comité aura lieu le jeudi 20 mars à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 30.